

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

# LA VÉRITÉ

ORGANE DU GROUPE BOLCHEVIK-LÉNINISTE de la S.F.I.O. (Anc. Ligue Communiste)

## Dissolution !

## Milice ouvrière !

## Grève générale !

# RASSEMBLEMENT DES MASSES POUR LE POUVOIR

### A bas les combinaisons parlementaires

## Pour un gouvernement socialiste-communiste imposé par l'action révolutionnaire !

Les effondrements successifs des diverses combinaisons ministérielles, enlèveront peut-être quelque actualité formelle, aux articles de notre journal, rédigés ces jours derniers.

Mais il est une chose qui, au travers des crises successives Bouisson-Laval-Piètri, conserve un caractère de permanence : c'est l'obstination des partis prolétariens (P. S., P. C.) (en principe, des partis de révolution sociale) à demeurer sur le terrain parlementaire.

L'attitude du P. C. qui fut le parti de Lénine, le parti de la révolution mondiale est positivement une honte. Tandis que le régime craque, que son impuissance éclate aux yeux de millions de petits bourgeois, qu'il ne peut se survivre, qu'au moyen de la botte fasciste et militariste, les Thorez et les Renaud Jean, disent et répètent dans les couloirs d'un parlement complètement pourri de scandales et tremblant de peur : nous, communistes, nous sommes en principe pour les socialisations des moyens de production et d'échange par un gouvernement ouvrier et paysan, mais dans le « moment actuel » nous voulons appliquer un programme « d'action positive ».

Les misérables bureaucrates, qui parlaient (par ordre) de révolution et d'insurrection au moment de la période pacifique, aujourd'hui, tandis que les croix de feu mobilisent, pour plusieurs jours, que « l'Action française » se livre à des coups de mains et prépare l'atmosphère d'un nouveau 6 février, que la minorité agissante, tient sous la terreur, ministres, sénateurs et députés, ne trouvent rien de mieux que de s'instituer les soutiens et conseillers moraux et politiques de ces chefs radicaux qui s'effondrent, et d'attiser dans le groupe parlementaire socialiste les ambitions participationnistes.

Ce qu'ils ne voient plus, ou plutôt ce qu'ils ne veulent plus voir, à cause des œillères de la défense nationale que leur a posés Staline, c'est que

## AVERTISSEMENT

On nous informe, qu'effrayés par l'afflux croissant, des sympathies, que la claire politique révolutionnaire, et l'activité de ses militants, vaut à notre tendance, certains personnages auraient l'intention de tenter une diversion en lançant des accusations calomnieuses.

C'est la manœuvre classique. Ainsi les réformistes social-patriotes, pour faire oublier leurs trahisons avaient-ils tenté d'atteindre par les diffamations les plus dégoûtantes, le Comité de la III<sup>e</sup> Internationale.

Comme nous tenons à conserver à la discussion politique toute sa clarté, nous avons tenu à formuler cet avertissement : que ceux qui ont des accusations personnelles à porter, le fassent avant toute discussion. Dès maintenant nous les mettons en demeure d'avoir au moins à les produire au grand jour et d'en apporter les preuves.

« la seule action positive », dans cette décomposition du régime, c'est de prendre le pouvoir par la révolution pour réaliser les socialisations des industries et des banques, comme seul moyen de tirer les masses laborieuses de la misère.

C'est le côté positif de la déclaration socialiste de notre cette vérité. Quoique avec plus de timidité qu'à Huyghens. Mais à l'égal du P. C., le groupe parlementaire et les dirigeants socialistes, s'embourbent dans l'action légaliste, et dans les combinaisons parlementaires.

On se prépare à parler de la prise du pouvoir à Mulhouse, mais pour l'instant à Paris, on envisage la participation avec bienveillance.

De toute évidence, Blum et ses amis, se présentent, à en juger par leurs déclarations, comme les intermédiaires de la bourgeoisie, et ils prennent au sérieux, à l'égal des « communistes » la préoccupation parlementaire d'assurer « l'équilibre du budget ». Les phrases sur le budget de classe, sont laissées et réservées pour les congrès et les meetings. Sitôt franchie, la porte du Palais Bourbon, Blum-Auriol, Thorez, Renaud Jean, n'ont de soucis que pour assurer l'équilibre de ce budget, pour expédier les affaires de la bourgeoisie.

Dans cette période qui est grosse de la foudre de la révolution (ou de la contre-révolution si les révolutionnaires laissent passer l'heure d'agir), le devoir de chaque militant socialiste et communiste consiste dans une attitude diamétralement opposée à celle des dirigeants socialistes et communistes du Front populaire.

Tandis qu'on se borne à envisager des combinaisons dont l'axe passe par le centre des radicaux, qu'on se préoccupe de la force numérique parlementaire, il faut, au contraire, dénoncer ces lamentables et impuissants parlementaires dans tout le pays. Il faut imposer la dissolution de ce Parlement par une campagne de masse couronnée par la grève générale !

Tandis que le Front commun ne met d'espoir que dans le Parlement, alors qu'il suffit de quelques renouveau fascistes pour tenir ce parlement sous la terreur, il faut engager une vaste offensive extra-parlementaire dans le pays, au sein des masses ouvrières et paysannes, il faut unifier ces masses dans de puissants comités, et leur donner comme objectifs : la prise du pouvoir par le front unique des socialistes et des communistes, pour réaliser la socialisation des industries et des banques.

### POUR UN-GOUVERNEMENT SOCIALISTE-COMMUNISTE

Tandis que les Croix de Feu, A. F., J. P., etc., sont militairement mobilisés, prêts à une attaque armée, il faut porter l'alerte dans les quartiers ouvriers, et dans la ceinture rouge et demander aux ouvriers de s'organiser en milices et de s'armer.

Les opportunistes du P. S. et du P. C. nous diront à nouveau « ce n'est pas le moment ».

Balayons ces objections et entrons dans l'action. C'est le moment.

### Quand et comment

« Ayant honnêtement déclaré que nous ne savons pas quand et comment se fera notre prise du pouvoir... » Ainsi s'exprime le Secrétaire du Parti (Paul Faure-Séverac) à l'occasion de la question la plus importante qui puisse être soumise à un Congrès, et qui se pose présentement au prolétariat tout entier. Quand et comment prendre le pouvoir ? C'est précisément ce que chaque militant se demande. Alors, les « chefs » Paul Faure-Séverac lui font cette réponse : « Honnêtement... nous ne savons pas... » Pourquoi dans ces conditions Paul Faure et Séverac participent-ils au Congrès ? Sans doute pour permettre à chaque militant sérieux de faire la réflexion suivante : « Voilà des chefs socialistes, sur lesquels nous avons compté pour la prise du pouvoir. Mais aujourd'hui dans une situation qui nous paraît exceptionnellement favorable, ils viennent nous dire qu'ils ne savent pas quand on pourra s'emparer du pouvoir ni comment on devra le faire. « Honnêtement » nous ne pouvons conserver de tels chefs » qui ont perdu la notion du temps et de l'espace, et qui discutent du pouvoir et du socialisme, dans le contexte des journaux, dans le secret et l'actuel, mais plutôt de la façon des astrologues. »

### En attendant...

Mais en attendant de savoir quand et comment, on s'empare du pouvoir, on est bien obligé de prendre position actuellement en présence du pouvoir vacant, comme ce fut le cas ces jours-ci à l'occasion de la crise ministérielle.

L'expérience en pareil cas prouve que les phrases sur « tout le pouvoir au socialisme » sont jugées bonnes pour les congrès, mais que dès que la chose devient « sérieuse » alors on envisage la participation avec les radicaux.

S'il est quelque chose de clair dans la situation actuelle, c'est bien la faillite, l'impuissance, l'incapacité, l'incapacité des chefs radicaux d'Herriot à Daladier. Pour peu que le capital financier fronce les sourcils, menace de déclencher une panique ou de lâcher quelques chiens de garde fascistes, ces gens-là se réfugient dans les bras de Doumergue, de Flandin ou de quelque « sauveur d'union nationale ».

Néanmoins le P. S. (et avec lui le P. C.) agit comme s'il mettait son suprême espoir dans la « capacité de résistance de ces lamentables « républicains » et leur promet « son concours sans limite. » Ils « se déterminent à opposer à la violence fasciste, la force républicaine » (voir communiqué du groupe parlementaire reprenant les termes d'un communiqué d'unanimité de la C. A. P.). Laisser croire qu'on peut briser le fascisme, et porter remède à la misère des masses travailleuses, par une participation avec les radicaux baptisée « ministère de combat », c'est oublier aveuglément l'expérience récente, et c'est tromper le prolétariat. Dire, comme Jules Moch, au nom du groupe parlementaire, qu'on peut constituer par la voie parlementaire, normale, un gouvernement contre les banquiers, c'est entretenir la pire des illusions, c'est, en fait, exprimer une politique dont Frossard a été, au groupe parlementaire, l'expression la plus achevée.

Est-ce la raison de la bienveillance du « Populaire » à son égard ?

Après cela l'a. C. A. P., à l'unanimité, peut parler d'instaurer une démocratie ouvrière et paysanne, de briser l'armature de l'Etat bourgeois. Nous savons que pratiquement cela se traduit par des offres de collaboration ministérielle aux radicaux, dès que l'occasion se présente.

### Le P. C. pousse à un ministère de collaboration de classe.

Depuis son dernier tournant, le P. C. s'est refusé obstinément à poser la question du pouvoir. C'était la phase de la préparation du pacte italien-Laval. Puisque Staline se proposait l'alliance avec la République Française, on ne devait pas affaiblir les forces de l'allié éventuel, par l'action révolutionnaire.

Aujourd'hui, l'alliance existe. Le mot d'ordre de Staline est de renforcer les moyens de défense nationale de l'allié, de collaborer à son régime, et non de le renverser. Cette politique est tout à fait dans la logique du stalinisme, c'est-à-dire d'une bureaucratie pervertie qui a perdu toute confiance dans l'action révolutionnaire indépendante du prolétariat. Aujourd'hui la politique, de la direction staliniste, en France, est la suivante : « Nous communistes, qui n'avons confiance que dans un Gouvernement ouvrier et paysan... nous voulons un gouvernement de gauche mettant en œuvre le programme du front populaire ». Autrement dit, le communisme, l'action révolutionnaire, tout cela nous servira à faire des phrases pour duper les ouvriers, et à conserver leur confiance. Mais, dans la réalité, nous reprendrons à notre compte la politique du réformisme : conserver la démocratie bourgeoise et son armée intactes. Il faut s'appeler Zyromski pour concilier l'approbation de la politique de défense nationale de Staline et la lutte pour le pouvoir.

Qu'il s'agisse de la question de la guerre (union sacrée), qu'il s'agisse de la question du pouvoir, aujourd'hui le stalinisme rejoint les positions de la social-démocratie. Il n'y a plus de parti révolutionnaire. Il n'y a plus de direction révolutionnaire. Ni la direction socialiste, ni la direction staliniste, ne veulent la prise révolutionnaire du pouvoir.

Le Pouvoir dans la situation actuelle

Et pourtant rarement situation fut plus favorable pour préparer la victoire prolétarienne. « L'Humanité » et le « Populaire » poussent des cris de triomphe sur le fascisme qui est « en déroute », sur « l'immense majorité du peuple qui est derrière le Front populaire et le Parti communiste ». Malgré cela, « l'Humanité » et le « Populaire » mettent leur espoir dans des combinaisons parlementaires, au sein de la délégation des gauches, et ne cherchent nullement à canaliser cette volonté anti-fasciste des masses dans la voie de l'action extra-parlementaire pour le Pouvoir. L'expérience de la social-démocratie italienne, nous prouve que les plus grandes victoires électorales peuvent dégénérer en catastrophes, si aucune direction révolutionnaire ne les oriente dans la voie de l'action directe contre « les minorités agissantes » du capital financier, et de la lutte acharnée pour le Pouvoir. Que feront les millions d'électeurs qui ont accordé leur confiance

au Front populaire, quand ils s'apercevront que les chefs du P. S. et du P. C., ne veulent rien faire en dehors du statu quo ? Très certainement ils tomberont dans l'indifférentisme, prélude de la victoire fasciste. Aujourd'hui, les masses sont éclairées par l'exemple de l'Allemagne. De plus la politique de Doumergue, reprise et approfondie par Flandin, leur a montré que le plus clair résultat de la politique du 6 février, était de les plonger davantage dans la misère. Tout le régime est en putréfaction. Il est condamné devant les masses. Que peut faire actuellement un système bonapartiste des pleins pouvoirs ? Appliquer les mesures de déflation et de misère que Flandin, trop usé, par son jeu de bascule, n'a pu obtenir d'appliquer. Protéger les ligues fascistes, tandis que le Front populaire lui demandera de les dissoudre. Il ne résoudra la crise, ni n'atténuera le chômage, se bornant à des palliatifs dont la conséquence sera d'abaisser davantage le niveau de vie des travailleurs.

Et c'est dans une telle situation, qui signifie qu'en dehors de l'expropriation par la force de la bourgeoisie et de la destruction de la propriété capitaliste des moyens de production, il n'y a pas le moindre salut ni pour le prolétariat ni pour l'ensemble des masses laborieuses, que les dirigeants du Front populaire, du P. S. et du P. C., envisagent favorablement une participation avec les radicaux et refusent d'engager la lutte pour la prise révolutionnaire du pouvoir.

Nous disons, nous, qu'à l'occasion du Congrès il faut que les militants répondent à la direction du Parti : C'est dans la situation actuelle que se pose la question de lutte révolutionnaire pour arracher le pouvoir à la bourgeoisie. Si vous êtes incapables de mener cette lutte, parce que pour vous, les sacrifices à consentir à la cause prolétarienne ne peuvent excéder les cadres d'une propagande pacifique, reconnaissez-le et avouez votre impuissance au lieu de parler uniquement pour discréditer l'action révolutionnaire et décourager les militants.

### Le Pouvoir par les moyens révolutionnaires.

Une combinaison ministérielle, correspondant au vœu du groupe parlementaire socialiste et de la fraction staliniste (« à l'heure présente, dit Ramette, il y a possibilité de former un gouvernement qui corresponde aux aspirations du peuple de France »), s'avérerait une catastrophe. Réclamer, par la voie de l'Etat bourgeois, par la voie parlementaire, la dissolution des ligues fascistes, l'impôt sur le capital, c'est une duperie, du type classique. Mais il semble maintenant, aussi bien pour les chefs stalinistes que pour les dirigeants socialistes, que la lamentable expérience des social-démocraties occidentales se soit faite en vain.

On ne peut dissoudre les bandes fascistes par des mesures juridiques. Si non, comme le prouvent les exemples de l'Italie et de l'Allemagne où les ligues fascistes ont été dissoutes, elles renaissent plus nombreuses et plus fortes pour accéder au pouvoir. On ne peut résoudre la crise au profit des masses, en laissant subsister le monopole du capital financier, et l'armature de l'Etat bourgeois.

(Voir suite page 3)

# Que veulent les Bolchéviks-Léninistes ?

## D'où viennent les Bolcheviks-Léninistes ? La plate-forme de principe de notre tendance

Pour la première fois, les bolcheviks-léninistes de France, entrés depuis quelques mois dans le parti socialiste, se feront entendre de la tribune du Congrès national du P.S. Après des années de calomnies déversées contre nous par les stalinistes, nous ne serons pas sans avoir à subir une autre série d'attaques, — plus ou moins ouvertement formulées. Et, en outre, certains agiteront (comme au dernier Conseil National) le danger de l'homme au couteau entre les dents.

Définir ce que nous sommes, ce que nous avons fait, pourquoi nous combattons, c'est ce que nous allons faire sur quelques points.

### Blanquistes, Hervéistes ?

Les plus astucieux de nos adversaires de tendance, dans la Seine, laissent entendre que les « trotskystes », ce n'est pas une nouveauté. On a connu autrefois le blanquisme, l'hervéisme. Ce sont des jeunes qui ne rêvent que plaies et bosses, des extrémistes qui s'assagissent avec l'âge, mais qu'il faut tout de même tenir à la bride très sérieusement, car ils peuvent faire beaucoup de mal. Si nous nous refusons à jeter la pierre à une tendance du mouvement ouvrier français, qui a envisagé sérieusement les problèmes techniques de l'insurrection armée, nous ne sommes cependant pas des blanquistes, parce que nous savons que l'action de quelques noyaux courageux isolés des masses serait sans lendemain. Nous sommes tout le contraire d'hervéistes, c'est-à-dire d'acrobaties de la phrase à effet outrancier pour couvrir les ravages du dilétantisme et de la bohème journalistique dans les rangs ouvriers. Nous avons une doctrine, celle de Marx, qui est aussi celle de Lénine, nous nous revendiquons hautement du bolchevisme, — qu'il ne faut pas confondre avec la doctrine et la pratique des P. C. officiels. C'est autour d'un programme ramassé succinctement dans les 14 points que nous publions dans cette même page, que nous sommes groupés, non seulement en France, mais dans une tendance internationalement constituée, — dont nous donnons également un aperçu de ses forces et de son activité, et qui a à sa tête celui qui fut le compagnon de Lénine dans les années de la guerre civile, qui créa et dirigea les premiers combats de l'Armée Rouge.

Nous ne sommes pas épisodiquement groupés pour un Congrès; nous sommes une tendance du mouvement ouvrier international ayant un programme élaboré pendant des années de lutte, d'abord dans les rangs du P. C., quand celui-ci était encore un parti révolutionnaire, mais qu'une direction bureaucratique menait à la ruine, en même temps que la révolution à la défaite (Chine, Allemagne). Aujourd'hui, en France, nous sommes entrés dans les rangs du P. S. pour y travailler avec ses tendances révolutionnaires en vue de réaliser une politique de combat impitoyable contre l'ennemi de classe.

### Notre Programme

Du programme de notre tendance, nous ne reprendrons ici que quelques points. D'abord, la question théorique sur laquelle s'est centrée toute notre opposition avec la fraction stalinienne qui dirige les P. C. : la théorie de la « révolution permanente » ou théorie du « socialisme dans un seul pays » ? Ce n'est pas une querelle abstraite, à caractère académique que nous avons cherchée dans ce débat. Il s'agissait de la relation qui existait entre l'U. R. S. S. et le développement de la lutte révolutionnaire du prolétariat dans le monde entier. Attachés à la Révolution d'Octobre, attachés à l'Union soviétique, nous pensons que les for-

mables conquêtes du prolétariat soviétique ne peuvent se renforcer quand, dans d'autres pays, la classe ouvrière est battue. Nous avons repoussé, il y a déjà dix ans, la conception que l'on pouvait bâtir, en U. R. S. S., une société socialiste indépendamment de la situation dans le reste du monde. Nous jugeons une telle conception criminelle et traitresse parce qu'elle devait aboutir logiquement à subordonner la lutte ouvrière dans le monde aux nécessités mal comprises et aux compromis inévitables de l'U. R. S. S., à abandonner la lutte pour la révolution mondiale.

Le débat sur la théorie du « socialisme dans un seul pays » vient d'acquiescer un caractère tout particulièrement concret avec la récente déclaration de Staline. Au nom du socialisme dans un seul pays, celui-ci a ordonné la capitulation de la classe ouvrière devant la bourgeoisie dans une série de pays capitalistes. Dès 1927 et 1928, notre tendance (1) déclarait que cette théorie stalinienne contenait en germe la répétition de la trahison de la II<sup>e</sup> Internationale en 1914.

Par deux fois, le mouvement ouvrier a trébuché sur la question de la guerre et de la défense nationale. Qui s'esquive sur ces questions contribue à maintenir le mouvement révolutionnaire dans le marasme, à empêcher de rebâtir une organisation internationale du prolétariat, des partis révolutionnaires, celui-là empêche le prolétariat de se frayer la voie du pouvoir.

### La lutte pour le Front unique

Passons à un autre point de notre programme. Il y a de bonnes âmes pour dire que nos critiques du P. C. peuvent nuire au front unique; de là à nous faire passer pour les adversaires du front unique, il n'y a qu'un pas que les Thorez et Duclos franchissent allégrement. Or, non seulement, nous sommes des partisans du front unique, mais nous l'avons été quand les deux directions socialiste et communiste s'y opposaient. Au moment où le danger fasciste grandissait à vue d'œil en Allemagne, nous avons soutenu, par une campagne ardente, dans la région parisienne et dans quelques grandes villes de France, qu'il fallait un accord P.C.-P.S. pour organiser la résistance.

Comment une telle proposition fut-elle accueillie? On trouverait des citations par dizaines et par centaines. Deux nous suffiront. L'une de Münzenberg, l'imprésario des grandes parades d'Amsterdam et de Pleyel, qui déclarait que la proposition de Trotsky d'un accord avec les « social-fascistes » était une proposition fasciste d'un contre-révolutionnaire totalement perdu. L'autre de Semard, alors du Bureau politique, qui disait que le front unique, en Allemagne, c'était le « plat du jour » des trotskystes. Semard fit mieux: il ordonna l'assomade d'une vingtaine de membres de notre tendance venus à Bullier pour manifester en faveur du front unique.

Ce que nous avons dit du front unique, nous pourrions le répéter pour l'unité syndicale: dès 1931, nous avons préconisé inlassablement le congrès de fusion.

Front unique, nous ne l'avons toutefois jamais voulu pour qu'il soit réalisé à la manière présente. Nous voulions et nous voulons l'entente des partis pour qu'il y ait de l'action et non pour étouffer celle-ci, comme c'est actuellement le cas, par la conjonction de la direction du P. C., du P. S. et aussi de la C. G. T. (bien qu'elle soit apparemment indépendante). Notre critique actuelle, tout particulièrement orientée vers la direction du P. C. (sans oublier les autres) ne vise pas à affaiblir, mais,

au contraire, à renforcer le front unique, en en dénonçant son caractère opportuniste actuel. C'est qu'à l'école de Lénine, des bolcheviks, nous savons qu'une des conditions de la victoire ouvrière, c'est la lutte la plus acharnée contre le réformisme, l'opportuniste qui expriment la pression de la classe ennemie dans les rangs ouvriers.

Nous n'employons pas le mouvement ouvrier à l'enseigne de la « grande amitié » sous laquelle on se livre d'ailleurs à des opérations fort peu amicales. Nous pensons que la révolution n'a rien à perdre quand des révolutionnaires échangent leur expérience, et qu'elle a tout à gagner quand ils combattent impitoyablement l'opportuniste, quand ils le débusquent de tous les coins. C'est ce que nous faisons en commentant la lutte contre la bureaucratie du P. C.; nous continuons à le faire; fidèles à nos idées, c'est dans la même orientation que nous combattons, violemment, dans le P. S. où nous sommes entrés, le réformisme qui y sévit.

### La force de nos mots d'ordre

Tous les points de notre programme portent précisément sur ces méthodes et ces moyens d'abattre le capitalisme (revendications démocratiques, action antimilitariste, appui aux peuples coloniaux, etc.) qui sont seuls efficaces et qui suscitent la haine et l'effroi des réformistes et les arguties de tous ceux qui reconnaissent la révolution en parole, mais reculent devant les actes.

C'est dans ce capital doctrinal que nous, nous puisons notre ligne de conduite pour les événements de chaque jour. Chez tous les autres, il y a, pour se déterminer, avant tout, l'empirisme; chez nous, un fil directeur. Et c'est pourquoi, aujourd'hui, en France, comme hier, en U. R. S. S., par exemple, nous voyons les autres tendances et les directions si puissamment bureaucratiques venir prendre, sous la pression des événements, des morceaux, des mots d'ordre que nous mettons en avant, quitte à les déformer, à les dénaturer. En U. R. S. S., la bureaucratie dut accepter les revendications des bolcheviks-léninistes d'un plan d'industrialisation, de mesures de collectivisation. En France, aujourd'hui, ce sont nos mots d'ordre de préparation de la grève générale, de milices ouvrières, d'armement du peuple, du contrôle des travailleurs, comme moyens pour la réalisation des grandes revendications (nationalisations, etc.) qui sont présents avec des défigurations dangereuses ici, présentées sous forme d'hypothèses non exclues là, — chez ceux qui envisagent peu ou prou la lutte révolutionnaire.

Nous n'attendons pas d'un congrès des victoires retentissantes, celui de Mulhouse ne peut donner plus que ce qu'a été l'activité du P. S. depuis un an. Le réformisme qui dirige le P. S., qui amène le prolétariat vers la défaite, a son congrès assuré. Ce serait vain pour des révolutionnaires de songer à l'emporter par des combinaisons d'organisation ou tout autre moyen. Développer un programme hardiment révolutionnaire, aider tout ce qu'il y a de révolutionnaire, aider tout ce qu'il y a de révolutionnaire, dans le P. S., dans les autres organisations ouvrières et dans toute la classe ouvrière, à se grouper, à se rallier à un programme d'action révolutionnaire, à le mettre chaque jour en pratique, c'est le moyen de préparer les succès de demain dans des luttes qui seront autre chose que des luttes de congrès. C'est à ces luttes que nous nous préparons depuis des années. Nous perséverons dans la voie que nous suivons.

1) Lutte acharnée contre les idées et les méthodes du réformisme rupture organique complète et définitive avec des partis bourgeois (néos, attentistes, etc.), en France et dans tous les pays. La lutte contre le réformisme n'exclut pas mais comporte la lutte pour les réformes. Ce sont les réformistes qui, en se plaçant sur le terrain de la légalité bourgeoise, trahissent la lutte pour les réformes. Condamnation de la pratique de la social-démocratie allemande du « moindre mal » qui a mené au pire des maux, le fascisme.

2) Nécessité de la lutte révolutionnaire pour le pouvoir, de l'insurrection armée pour instaurer la dictature du prolétariat, comme unique voie pour transformer la société capitaliste en société socialiste. La lutte contre la démocratie bourgeoise n'exclut pas, mais comporte la lutte pour la défense et l'élargissement des libertés des travailleurs dans la période démocratique. Cette lutte s'impose plus particulièrement pour s'opposer aux diverses formes de la dictature du capital financier (fascisme, bonapartisme, etc.).

3) Condamnation de la pratique de la social-démocratie autrichienne pour gagner démocratiquement 51 % des électeurs, pratique de passivité et d'attente qui ne peut mener qu'à la défaite.

4) Reconnaissance de l'organisation de la dictature du prolétariat sous forme de comités d'ouvriers, de paysans, de soldats; forme historiquement fondée par les expériences de la Révolution russe de 1905 et les Révolutions de la fin de la guerre.

5) Reconnaissance du caractère international et, par cela même, permanent de la révolution prolétarienne, correspondant au caractère impérialiste de l'étape actuelle du capitalisme. Condamnation de toute déviation à caractère nationaliste dans la politique du prolétariat (« La France n'est pas l'Allemagne ou l'Italie » — « Nous aimons notre pays »; etc.).

6) Négation absolue de la défense nationale en régime capitaliste. Reconnaissance du défautisme révolutionnaire comme seule politique prolétarienne conséquente. Dénonciation et rupture organique aussi bien avec le social-pacifisme hypocrite et faux, qu'avec le social-patriotisme. Nécessité de démontrer systématiquement aux ouvriers que, sans le renversement révolutionnaire du capitalisme nul tribunal international, nulle convention sur la réduction des armements, nulle réorganisation « démocratique » de la S.D.N. ne soustrairont l'humanité aux guerres impérialistes.

7) Défense révolutionnaire contre l'impérialisme et la contre-révolution intérieure de l'Union Soviétique qui, par ses bases sociales et la forme dominante de propriété, reste un Etat prolétarien. Nécessité de démasquer impitoyablement les fausses méthodes de la bureaucratie soviétique et, plus particulièrement de sa politique extérieure. L'utilisation pour la défense de l'U.R.S.S. des contradictions entre Etats impérialistes ne doit, en aucun cas comporter la capitulation devant sa bourgeoisie du prolétariat d'un

Etat impérialiste momentanément allié de l'Union soviétique.

8) Nécessité de mener une action illégale. Le développement de la lutte de classes jusqu'à la guerre civile exige de ne se fier, en aucune condition, à la légalité bourgeoise. Le refus de l'action illégale équivaut au refus de la lutte révolutionnaire. En tout temps et suivant les circonstances concrètes, il faut absolument combiner l'action légale et l'action illégale.

9) La lutte révolutionnaire pour la dictature du prolétariat implique les besoins particuliers d'une propagande clandestine, systématique et persévérante dans l'armée.

10) Nécessité de soutenir non en paroles mais en fait tout mouvement d'émancipation des peuples coloniaux ou de nationalités opprimées, jusques et y compris le droit de ces peuples à se détacher de la métropole. Droit du peuple alsacien-lorrain à disposer de lui-même, y compris jusqu'à se détacher de la France, s'il le veut.

11) Propagande systématique parmi les travailleurs de France contre tous les sentiments nationalistes et xénophobes.

12) Action persévérante dans les syndicats, coopératives et autres organisations de masse pour les gagner à la cause de la révolution prolétarienne. Lutte systématique contre les appareils syndicaux réformistes.

13) Lutte pour la réalisation, puis le maintien de l'unité syndicale, sur la base de la démocratie ouvrière et le droit de tendances.

14) Organisation d'une tendance révolutionnaire dans le mouvement syndical pour renverser la direction de collaboration de classes de la C.G.T. et orienter celle-ci vers une voie révolutionnaire.

15) Politique de front unique envers les autres organisations de la classe ouvrière.

16) Contrôle de l'activité de la direction, des élus, de la presse, par tout le Parti. Contrôle de l'activité de chacun des membres de l'organisation.

17) Nécessité de limiter le pourcentage des éléments non-prolétariens parmi les membres des directions, les candidats aux élections, etc.

18) Orientation du travail des organismes de parti vers les entreprises. Constitution de noyaux de travail dans les usines.

19) Soutien effectif en tant que parti des grèves et luttes économiques du prolétariat.

20) Condamnation du régime fédéraliste correspondant à une activité purement parlementaire dans une démocratie bourgeoise. Nécessité d'un régime de centralisme démocratique reposant sur une politique révolutionnaire et en fonction des nécessités de celle-ci.

21) Nécessité de mener la lutte pour le regroupement révolutionnaire du prolétariat à l'échelle internationale, c'est-à-dire, par suite de la faillite de la II<sup>e</sup> et de la III<sup>e</sup> Internationales, de l'édification d'une IV<sup>e</sup> Internationale reposant sur les principes théoriques et stratégiques élaborés par Marx et Lénine.

## Les Bolcheviks-Léninistes dans le monde entier

La II<sup>e</sup> et la III<sup>e</sup> Internationales ne connaissent que défaites, déclin, ruine; dans le domaine de la théorie elles sont tombées au dessous de zéro. A côté d'elles se trouvait il y a quelques années l'organisation très appréciable de l'Opposition Communiste de droite (Brandler), de laquelle il ne reste aujourd'hui que des débris. La seule organisation internationale, qui se soit développée régulièrement dans les dernières années, est celle des bolcheviks-léninistes (Ligue des Communistes-Internationales). Elle n'est apparue qu'au printemps 1930, sur des assises encore très faibles et instables. Depuis elle s'est accrue numériquement, a créé des sections dans la plupart des pays, s'est trempée idéologiquement, a mûri politiquement. Les B.-L. sont loin d'être satisfaits d'eux-mêmes: leurs discussions intérieures en témoignent suffisamment. Leurs publications nombreuses dans toutes les parties du monde témoignent que leurs sections apprennent assidument et avec succès. La vitalité de la L. C. I. (B.-L.), sa capacité à se développer, sa disposition à surmonter ses propres faiblesses, sont complètement démontrées.

Voici un court tableau de ce représentent les bolcheviks-léninistes actuellement.

### EN U. R. S. S.

En U. R. S. S., où, après la mort de Lénine, l'aile marxiste-léniniste du Parti Bolchevik se cristallisait dans l'opposition de gauche, comptant des dizaines de milliers de membres, et où actuellement, sous la terreur de la bureaucratie, elle est obligée à un travail illégal extrêmement difficile, des

centaines de milliers d'exclusions du Parti, des arrestations et des déportations massives témoignent que la bureaucratie stalinienne vit dans une crainte continuelle devant les sympathies indéterminées pour le drapeau bolchevik-léniniste. Aux premières succès révolutionnaires en Occident, les B.-L. y récolteront de riches moissons. (Organe: Bulletin de l'Opposition.)

### EN HOLLANDE

En 1933, le Parti Socialiste Révolutionnaire (1.000 membres), en Hollande joignit les rangs de la L. C. I. Il dirigeait le Syndicat révolutionnaire N. S. A. (12.000 membres). En mars 1935, il fusionna, sur une base marxiste avec le Parti Socialiste Indépendant pour former le Parti Socialiste Révolutionnaire Ouvrier (R. S. A. P., plus de 4.000 membres), qui lutte fermement pour la Quatrième Internationale. (De Internationale, revue théorique mensuelle; De Nieuwe Fakkel, bi-hebdomadaire; Le Nouveau Flambeau). Dans les récentes élections, le R. S. A. P. réunit 51.000 voix. Sneevliet le représente au Parlement.

### EN BELGIQUE

La majorité des Belges, militants ouvriers éprouvés (ancienne Voix Communiste), vient d'entrer dans le P. O. B., tandis que les jeunes B.-L. belges militent depuis plusieurs mois dans les Jeunes Gardes Socialistes.

### EN ALLEMAGNE

La section allemande (40 groupes et plusieurs centaines de membres), publiée dans l'émigration le journal Unser Wort (Notre Parole).



